

80^e ANNIVERSAIRE DE
L'OUVERTURE D'AUSCHWITZ
PAR L'ARMÉE ROUGE

FACE AU PÔLE DES MILLIARDAIRES,
L'URGENCE D'UN PÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES

27 6 FÉVRIER 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**À la « fronde
des patrons »,
opposons l'union
de nos colères !**

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche de France et l'un des plus riches de la planète, a sans vergogne mis en scène ses pleurnicheries : milliardaire écrasé par l'impôt, il n'aurait d'autre choix que de délocaliser le « made in France ». Tous les PDG du CAC 40 lui ont aussitôt emboité le pas pour dénoncer les taxes et les « contraintes ». Leur modèle est outre-Atlantique, où souffle selon eux « un vent d'optimisme », sous l'égide du gouvernement d'extrême droite Trump-Musk, puisque les vannes de l'argent public sont grandes ouvertes... pour arroser les capitalistes.

BAYROU ET BARDELLA, SERVITEURS DES PATRONS

En France comme aux États-Unis, s'ils veulent tailler dans le vif les dépenses publiques, c'est pour permettre à ces ultra-riches de rafler toujours plus la mise. Moins de services publics, de budgets sociaux, si insuffisants soient-ils : tout pour eux. Plus question de normes sanitaires ou environnementales : ils s'arrogent le droit de continuer à nous empoisonner à coups de polluants éternels et de détruire la planète.

Bayrou s'efforce de démontrer qu'il est le meilleur serviteur des classes possédantes. Quitte à utiliser à nouveau le 49.3 pour imposer son budget qui coupe toutes les dé-

SUITE PAGE 2 >>



POLITIQUE	p. 1 à 3	INTERNATIONAL	p. 4-5	DOSSIER	p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES	p. 8-9	VIE DU PARTI	p. 10-11	NPA JEUNES	p. 12	
Éditorial À la « fronde des patrons », opposons l'union de nos colères ! Un budget d'austérité pour les classes populaires : c'est pas au palais Bourbon ni à Matignon que nous aurons satisfaction ! N'en déplaise à Retailleau, les seuls à expulser sont les patrons		RDC : ruée sur les « minerais de sang » Ukraine : les rapaces impérialistes s'activent pour négocier les miettes, mais sur le terrain la guerre continue Congrès du NPA-R : extraits des interventions d'organisations invitées À Gaza, Trump veut amplifier la guerre		80^e ANNIVERSAIRE DE L'OUVERTURE D'AUSCHWITZ PAR L'ARMÉE ROUGE La mise à mort de six millions de Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie La destruction des Juifs d'Europe : quand l'horreur capitaliste atteint un zénith Génocides : 80 ans après la libération d'Auschwitz Quelques ouvrages sur le génocide juif		Ville de Paris : première victoire pour Bruno et Ibrahim Une cagnotte pour soutenir les postiers du 92 touchés par la répression et pour préparer le procès du 12 juin Bibliothèques de la ville de Paris : la goutte d'eau qui fait déborder la grève Ratio soignants-patients à l'hôpital : sans moyens, du pur affichage		Forvia Méru en grève : une lutte en recherche d'alliés Michelin : déterminés, les travailleurs ne se laissent pas faire À la CPAM, les fausses notes d'« Arpège » Des conditions de travail dégradées dans les ateliers de maintenance de la RATP		Face au pôle des milliardaires, l'urgence d'un pôle des révolutionnaires : déclaration du congrès national du NPA-Révolutionnaires – février 2025 Premier congrès du NPA-R : >> Plateforme 1 – Unité des révolutionnaires : passer de la parole aux actes >> Plateforme 2 – Pour un pôle démocratique des révolutionnaires, faire vivre la démocratie		Coupes budgétaires : l'université de Rennes 2 se mobilise et en appelle à d'autres ! Mobilisation lycéenne en Algérie Les 15 et 16 mars 2025 : week-end national de formation du NPA Jeunes Révolutionnaires !

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

penses sociales, de santé, d'éducation, de retraite, et continuer à transférer des milliards aux patrons et aux gros actionnaires. Se plaçant sur le même terrain, Bardella s'est livré à une vibrante défense des « capitaines d'industrie français », « écrasés sous une fiscalité étouffante », lors de son meeting du 1^{er} février. Une manière de se positionner en futur chef de gouvernement auprès des milieux d'affaires. Après Trump-Musk aux États-Unis, un gouvernement Bardella-Arnault en France ? Un gouvernement au service des patrons, déclarant une guerre totale au monde du travail.

LES CAPITALISTES SONT LES SEULS FAUTEURS DE CHÔMAGE ET DE MISÈRE

Le ministère du Travail a annoncé l'augmentation brutale du chômage en France : 3,5 % de plus en 2024. Au total, plus de 6,2 millions de personnes sont en manque d'emploi dans le pays, toutes catégories de chômeurs confondues. Pas étonnant vu la liste de plans de licenciement, de fermetures d'entreprises qui s'allonge tous les jours. Près de 300 000 emplois sont actuellement menacés ou supprimés. Mais, dans le même temps, les grands groupes du CAC 40 qui sont les responsables de ces licenciements, les Carrefour, Auchan, Stellantis, Michelin, TotalEnergies et bien d'autres, dépassent leurs records : près de 100 milliards d'euros ont été versés à leurs actionnaires en 2024.

Alors que les conditions pour toucher des allocations de chômage sont toujours plus restrictives, ces licenciements condamnent bien des familles à la misère. Pour les plus grands profits de ces exploiters, les travailleurs et travailleuses privés d'emploi peuvent maintenant se voir imposer 15 heures de travail gratuit par mois.

FACE AU PÔLE DES MILLIARDAIRES, IL FAUT UN PÔLE DES SALARIÉS EN LUTTE

Non contents de ruiner des vies et d'être les seuls responsables de la crise sociale actuelle, ils sèment la haine et la division parmi les plus exploités, pour mieux masquer leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse du gouvernement, avec ses déclarations sur la « submersion migratoire », ou de l'internationale de l'extrême droite dont Musk est à la tête, ils ont un même but : faire monter le racisme pour nous détourner du chemin des luttes sociales. Ces luttes, elles existent pourtant, mais en ordre dispersé. Des luttes pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), parce que nous voulons vivre, et pas seulement survivre. Des luttes contre les licenciements, comme à Michelin à Cholet, ou dans d'autres entreprises menacées. C'est bien là que se situe le pôle qui seul serait capable de s'opposer au pôle des milliardaires.

• 03/02/2025

Le chômage explose, les attaques contre les chômeurs aussi

Les chiffres du ministère sont tombés cette semaine : le chômage a augmenté de 4 % au quatrième trimestre 2024. 8,5 % chez les moins de 25 ans. Au total, on atteint près de 6 millions de travailleurs privés d'emploi ou en activité réduite subie. C'est-à-dire près d'un cinquième de la population active. C'est la plus forte remontée du chômage en France en une décennie, hors période Covid. Rien d'étonnant vu la liste de plans de licenciements qui s'allonge tous les jours, vu les suppressions d'emplois induites dans l'intérim et chez les sous-traitants, vu les départs forcés, etc.

L'ÉTAT ET SES LOIS AIDENT À LICENCIER

Voilà le bilan de Macron qui promettait pourtant le plein emploi. Car la responsabilité n'en incombe pas au seul patronat. Les gouvernements successifs ont bel et bien permis qu'il soit possible de licencier ainsi en masse. En dix ans, le législateur a consciencieusement levé tous les verrous (appréciation du motif économique au niveau du groupe international, obligation de reclassement, indemnités de licenciement, contrôle par le juge...), y compris en faisant de l'administration et des syndicats les cautions de ces plans de licenciements. Résultat : un droit à licencier sur mesure pour le patronat.

L'ÉTAT ET SES RÉFORMES ROGNENT LES INDEMNITÉS DE CHÔMAGE

Au moment même où le chômage augmente, on saccage les droits au chômage ! Alors que les dernières réformes ont été passées avec l'argumentaire fallacieux de la « contracyclicité » (la protection chômage devrait être moins forte quand la situation économique est florissante, plus forte quand c'est la crise), c'est l'inverse que fait le législateur : la vague de licenciements actuelle est concomitante à des attaques drastiques sur les droits des travailleurs privés d'emploi. Alors que le nombre de chômeurs explose, la part des chômeurs indemnisés est en chute libre depuis les années 2000 (hors période

Covid). Et le niveau d'indemnisation ne fait que baisser, au rythme des réformes successives de l'assurance.

TOUS LES CHÔMEURS, AU RÉGIME DES 15 HEURES OBLIGATOIRES DU RSA !

Cerise sur le gâteau, le gouvernement vient de prendre les décrets qui organisent l'inscription automatique de tous les bénéficiaires du RSA auprès de France Travail (de même que les jeunes suivis par les missions locales), et mettent en application la règle prévue par la « loi pour le plein emploi » de 2023 qui impose à tous les inscrits auprès de France Travail un « contrat d'engagement », par lequel la plupart devront donner au moins « 15 heures d'activité hebdomadaires » – sous peine de ne plus recevoir leur allocation ! Ces heures risquent fort de prendre la forme de travail gratuit et forcé – c'est déjà le cas dans les territoires où la réforme a été expérimentée. Une main-d'œuvre corvéable à merci, y compris pour continuer à casser les services publics par l'embauche d'encore moins de personnel (accueil dans les Ehpad, jardinage, travail communal...). Tandis que la presse a largement relayé que le RSA sera donc désormais conditionné à ces heures obligatoires, il n'est jamais signalé que ce sera le cas pour tous les chômeurs ! Une attaque à une échelle de masse donc, qui vise à disposer d'une main-d'œuvre gratuite parmi les chômeurs, et à faire pression sur l'ensemble des travailleurs.

PAR JOAN ARNAUD • 02/02/2025

ABONNEZ-VOUS

6 MOIS

20€

OU 25€

PRIX DE SOUTIEN

12 MOIS

40€

OU 50€

PRIX DE SOUTIEN

PAR CARTE BLEUE

https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000

PAR VIREMENT

Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 27 • 6 FÉVRIER 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION

AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT

30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE

TÉL. : 01 49 63 66 66

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

3^{èmes}

RENCONTRES D'ÉTÉ

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR S'INSCRIRE

ATELIERS • FORMATIONS • MEETINGS

23 – 27 AOÛT 2025 LOT & GARONNE

NPA

RÉVOLUTIONNAIRES

UN BUDGET D'AUSTÉRITÉ POUR LES CLASSES POPULAIRES : C'EST PAS AU PALAIS BOURBON NI À MATIGNON QUE NOUS AURONS SATISFACTION !

Bayrou qui, pas plus que Barnier, n'a trouvé de majorité au Parlement, a décidé de faire passer le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale via l'article 49.3 de la Constitution. C'est-à-dire de faire passer ses textes et surtout sa politique sans vote ! En particulier un budget qui est une arme contre les classes populaires, une machine à accélérer le transfert de richesses de la poche des travailleurs et des plus pauvres vers celle des exploiters et des riches.

Ce budget annonce 32 milliards de coupes budgétaires et 21 milliards d'impôts supplémentaires. Les grandes entreprises sont supposées être mises à contribution, mais des PDG, à l'instar de Bernard Arnault, ont obtenu qu'une taxation exceptionnelle soit limitée à un an. Elle rapporterait un peu moins de 8 milliards d'euros, à rapprocher des quelque 70 milliards versés à leurs actionnaires par les entreprises du CAC40 pour 2023, et de leurs bénéfices de plus de 150 milliards.

En revanche, on voit l'avalanche des coupes budgétaires déjà prévues, avec l'avalanche des circulaires que le gouvernement Bayrou a déjà envoyées à tous les ministères sous prétexte d'absence de budget : licenciements de contractuels, interdiction d'engager la moindre dépense dans les hôpitaux comme dans tous les services publics, suppression du pass Culture qui remet en cause de nombreux projets dans les établissements scolaires. L'annulation des 4 000 suppressions de postes prévues dans le précédent budget Barnier se fera « à moyens constants », c'est-à-dire que le ministère va chercher et voler ailleurs les 50 millions d'économies. Et on n'est pas près de pourvoir les postes vacants pour améliorer la situation catastrophique

dans 90 % des lycées et collèges. Dans la santé, outre la honteuse baisse de 177 millions du budget alloué à l'Aide médicale d'État pour les plus démunis, en particulier les migrants, rien sur les milliers de postes de soignants qu'il serait urgent de créer.

Mais Bayrou ne se propose évidemment pas de mordre sur les quelque 80 milliards que l'État paye à la place des patrons du fait des exonérations de cotisations sociales. Ni sur les milliards de subventions directes ou indirectes, comme les exemptions fiscales au titre du Crédit d'impôt recherche.

INTÉRÊT GÉNÉRAL... INTÉRÊT DU CAPITAL

Le PS a décidé à la quasi-unanimité de s'abstenir de voter la motion de censure déposée par LFI. Au nom de l'intérêt général et de la stabilité : « Il n'y a aucune bienveillance vis-à-vis de ce gouvernement, mais il y a un attachement à l'intérêt général, celui du pays, [pour] doter la France d'un budget, lui permettre de continuer à travailler », a déclaré Olivier Faure. Il décoche ses flèches contre le reste de la gauche en dénonçant « la politique du pire, parce que la politique du pire, elle peut conduire à la pire des politiques, celle de l'extrême droite ».

Et pourtant...

À moins d'une volte-face, c'est le même refus de la censure du côté du Rassemblement national, au nom du même intérêt général ! Jordan Bardella, se dit « résolument opposé [...] à ce mauvais budget », mais « il faut éviter l'incertitude parce qu'il y a beaucoup de nos compatriotes, alors que l'année 2025 est engagée, qui sont extrêmement inquiets d'une instabilité qui pourrait s'installer dans la durée ».

Les uns et les autres valident un budget catastrophique pour les classes populaires. Et si les députés de LFI, les Verts et le PCF maintiennent une motion de censure (dont ils savent qu'elle sera sans effet), ils n'avancent aucune perspective de mobilisation générale contre les licenciements, contre les bas salaires, contre la réforme de l'assurance chômage – contre l'ensemble des conditions de travail et de vie que le budget Bayrou va davantage pourrir.

PROFESSION : SYNDICALISTE OU CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE ?

Du côté des confédérations syndicales, on se défait aussi face aux luttes qu'il va falloir engager. Marylise Léon, pour la CFDT, a parlé des budgets Bayrou comme d'« un

mal nécessaire » permettant de « sortir de cet immobilisme [qui] génère énormément d'inquiétudes et a des impacts économiques ». Sophie Binet, pour la CGT, interrogée sur BFM-TV le 3 février, entre autres sur la poursuite de l'offensive de licenciements en masse alors que les profits du CAC40 battent des records, conseille juste au patronat une meilleure politique économique : « Ça pose quand même un problème de patriotisme économique. Les grandes entreprises, les grands patrons ont une nationalité : ils doivent jouer le jeu du Made in France. [...] Ce qu'il faut, c'est protéger nos frontières, protéger notre industrie. » Elle conteste « le choix de prioriser de gros véhicules très chers [demande-t-elle] alors que des véhicules électriques à bas coût, on sait faire, et on sait faire en France ». Elle envisage certes « le 8 mars, une grande journée de manifestations pour les droits des femmes ». Une date bien sûr à retenir. Mais de mobilisation et perspective de lutte pour nos salaires et nos emplois, elle n'en voit pas. Elle s'apprête à s'enfermer pour un « conclave » de trois mois de bla-bla sur les retraites, avec Macron et les siens.

Travailleurs et travailleuses, militants et militantes en colère, il faudra donc construire par nous-mêmes et par en bas !

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 03/02/2025



N'en déplaise à Retailleau, les seuls à expulser sont les patrons

Dans la pure ligne de l'extrême droite, le ministre de l'Intérieur a pondu sa circulaire restreignant encore les droits des migrants. Les patrons ayant besoin d'eux, consigne est néanmoins donnée aux préfets de permettre des régularisations dans les métiers dits « en tension ». Car les situations précaires permettent d'exploiter dans les pires conditions de travail et de salaires.

Retailleau annule donc la circulaire Valls de 2012, qui prévoyait une « admission exceptionnelle au séjour (AES) des étrangers en situation irrégulière ». Elle était déjà « exceptionnelle » et restrictive : une régularisation par le travail à condition d'avoir une promesse d'embauche, la preuve de plus de huit mois de travail consécutifs, et trois ans de présence ; ou une régularisation pour raisons familiales à condition d'être là depuis plus de cinq ans, d'avoir des enfants scolarisés, etc. Ce n'était que des recommandations aux préfets, non des droits. Sur plus de 400 000 travailleurs

estimés sans papiers dans le pays (600 000 à 700 000 avec leurs familles), tout au plus 30 000 étaient régularisés chaque année, dont à peine 7 000 par le travail.

Avec Retailleau, pour obtenir une AES, il faudrait travailler dans les métiers dits « en tension » (selon des critères flous du gouvernement), prouver qu'on y a bossé au moins douze mois consécutifs (au lieu de huit). Quant à faire venir ou régulariser ses enfants, il faudrait attendre sept ans au lieu des cinq déjà exigés par Valls. Tout ça au gré des préfets.

Si Valls avait concédé quelques maigres aménagements, c'est que des luttes de sans-papiers s'étaient multipliées à la fin des années 1990, puis à partir de 2008 par vagues, dont une longue grève de travailleurs sans papiers de l'automne 2009 à l'hiver 2010-2011. Les grévistes, d'origine africaine ou chinoise, aidés surtout par la CGT, appartenaient aux secteurs de la restauration, du nettoyage, de l'intérim, du bâtiment. Dont des « plongeurs » d'un resto chic de Neuilly

fréquenté par Sarkozy. Dont un gréviste du bâtiment qui effectuait dans l'enceinte du palais Bourbon des travaux pour le confort des députés ! Dont 1 500 sans-papiers de l'intérim, pour les travaux les plus durs. Ils ont fait l'actualité en occupant les locaux de patrons voyous, pour arracher des certificats de travail sous leur vrai nom, obliger leur employeur à avouer qu'il les avait fait travailler sous une fausse identité, etc. Une formidable mobilisation de milliers de travailleurs qui a abouti à des régularisations. Pas assez bien sûr, et avec leurs faiblesses, car notre revendication de régularisation ne se limite pas à celles et ceux dont auraient besoin les patrons.

Un tel mouvement de sans-papiers, soutenu comme il l'a été alors par bien d'autres travailleurs, pend au nez de Retailleau et pourrait le submerger ! À tous les travailleurs, français et immigrés, d'y contribuer. Ouverture des frontières et libre circulation de toutes et tous sur la planète !

PAR OLIVIER BELIN • 04/02/2025

Ruée sur les « minerais de sang »

Lundi 27 janvier, la ville de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu à l'est de la république démocratique du Congo (RDC), tombait aux mains du Mouvement du 23 mars (M23), un groupe paramilitaire soutenu par le Rwanda voisin. En mai dernier, il s'était déjà emparé de la ville minière de Rubaya, l'une des plus grosses du pays, et poursuit aujourd'hui son avancée vers le Sud-Kivu.

UNE RÉGION DÉSTABILISÉE DE LONGUE DATE

La guerre entre l'État congolais et le M23 dure depuis 2012, mais la région autour du lac Kivu est déstabilisée depuis bien plus longtemps : dès 1977, le Front de libération nationale du Congo tentait de contrôler le Zaïre. Le génocide des Tutsis au Rwanda

On retrouve ce minerai stratégique dans tous les smartphones, mais aussi dans l'aéronautique du fait de la grande résistance du tantale à la corrosion. Le contrôle d'une partie du Nord-Kivu a permis au Rwanda de devenir en 2023 le premier exportateur mondial de ce minerai qu'il n'extraît pourtant pas de son propre sol.

La concurrence entre les impérialistes se règle une fois encore sur le dos des peuples : aux victimes des conflits militaires, il faut ajouter les victimes de l'exploitation dans les mines.

en 1994 empira la situation avec la fuite des génocidaires pourchassés par l'armée de Paul Kagame, l'actuel président du Rwanda. Encore aujourd'hui, la présence d'anciens génocidaires est le prétexte aux incursions de l'armée rwandaise. On compte près de 200 milices dans la région, certaines contrôlées par d'autres pays comme le Burundi ou l'Ouganda.

TENSIONS SUR LES RESSOURCES

C'est surtout le contrôle des ressources qui est en jeu. Au Nord comme au Sud-Kivu, le sol est riche en minerais : tungstène, étain, or, cobalt, ou encore coltan, dont la région possède 60 à 80 % des réserves mondiales.

Aujourd'hui, les convoitises sont exacerbées par l'explosion de la demande dans ces métaux pour assurer la transition vers l'automobile électrique, le développement des nouvelles technologies ou encore la course à l'armement.

DERRIÈRE LES ACTEURS LOCAUX : L'OMBRE DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

80 % du secteur minier en RDC est dominé par les entreprises chinoises. Et, si de nombreuses multinationales occidentales comme Apple, Microsoft, Tesla ou encore Google, se fournissent aussi auprès de la RDC, les tensions internationales pour-

raient les pousser à rechercher d'autres filières d'approvisionnement. Les États-Unis sont d'ailleurs l'un des principaux soutiens du Rwanda et son premier client pour le coltan... Du côté de l'Union européenne, les liens se sont également raffermis avec l'accord signé entre Bruxelles et Kigali en février 2024 pour « assurer un approvisionnement durable en matières premières ». Les acteurs locaux qui s'affrontent cherchent donc à profiter au maximum des rentes du secteur minier et des profits de l'exportation.

La concurrence entre les impérialistes se règle une fois encore sur le dos des peuples :

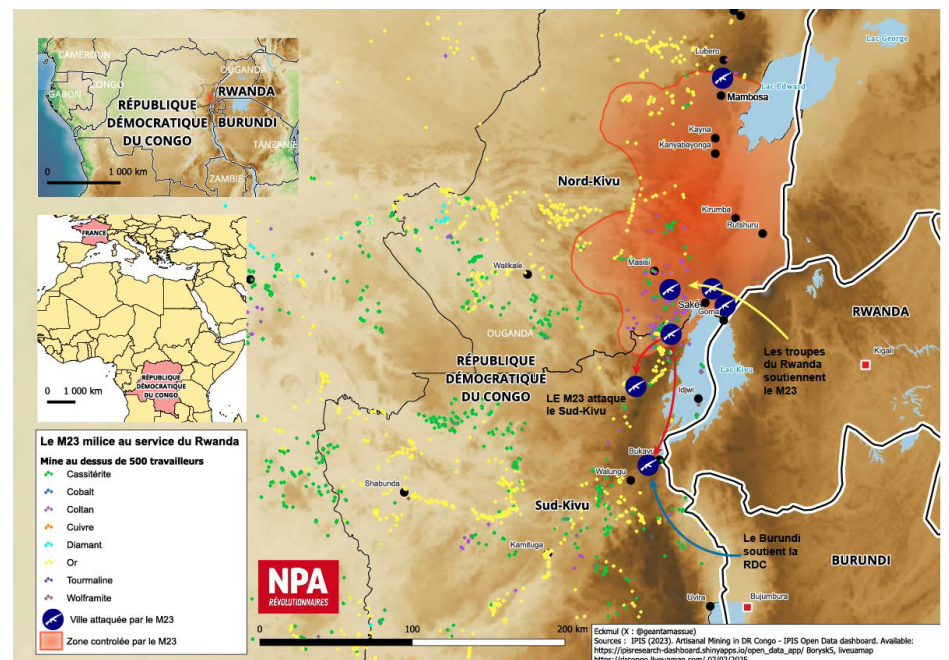
aux victimes des conflits militaires, il faut ajouter les victimes de l'exploitation dans les mines - plusieurs dizaines de milliers d'enfants travaillent dans ces mines, souvent à ciel ouvert -, la déstabilisation de la région permettant tous les abus de la part des entreprises et des seigneurs de guerre sur les travailleurs.

PAR ADRIAN LANSALOT • 03/02/2025



ARTICLE COMPLET SUR NOTRE SITE

npa-revolutionnaires.org/
guerre-du-kivu-le-visage
-mortifere-du-capitalisme
-de-predation >>



PABLO VASCO, MILITANT RÉVOLUTIONNAIRE DE TOUTES LES LUTTES



C'est avec une grande émotion que nous rendons hommage au camarade Pablo Vasco, qui nous a quittés ce dimanche 26 janvier. Militant du Mouvement socialiste des travailleurs, organisation trotskiste argentine et de la Ligue internationale socialiste, il a dirigé la fédération argentine LGBT et entretenait une relation active avec le NPA-R. L'énergie communicative et fraternelle de Pablo et son engagement, jusqu'au bout, sont des sources d'inspiration.

À LIRE SUR LE SITE

npa-revolutionnaires.org/hommage
-a-pablo-vasco-militant-revolutionnaire
-de-toutes-les-luttes



UKRAINE

LES RAPACES IMPÉRIALISTES S'ACTIVENT POUR NÉGOCIER LES MIETTES, MAIS SUR LE TERRAIN LA GUERRE CONTINUE

À bientôt trois ans de guerre en Ukraine, déclenchée le 22 février 2022 par l'invasion du pays par l'armée russe, d'un côté les combats continuent à faire rage, de l'autre Trump semble activer les négociations en vue d'un gel du conflit. Les 2 et 3 février, l'armée russe a lancé contre l'Ukraine des attaques parmi les plus importantes de ces dernières semaines, avec des centaines de drones et des dizaines de missiles et de bombes guidées, en particulier contre la ville de Kherson. À Sidja, dans la partie de la région russe de Koursk occupée par l'armée ukrainienne, des bombardements ont détruit un bâtiment scolaire et fait des morts. Kiev et Moscou se renvoient la responsabilité...

La veille, Donald Trump avait affirmé que son administration avait eu des « discussions très sérieuses » et que des « mesures significatives » seraient « imminentes ». Son émissaire pour la guerre en Ukraine, Keith Kellogg, qui a « 100 jours » pour mettre fin au conflit (la promesse initiale était de le faire en 24 heures !), a estimé que « les deux camps vont devoir faire des concessions ». Une manière de faire avaler aux Ukrainiens un accord entérinant une partition du territoire, dont le cinquième resterait sous occupation russe ?

En tout cas, Trump manie la carotte et le bâton pour les deux camps. Alors que l'Ukraine subit de plein fouet le gel des aides américaines pour 90 jours, il a néanmoins menacé

la Russie d'augmenter les sanctions contre elle et les livraisons militaires à l'Ukraine, si un accord n'était pas conclu.

Poutine a répondu qu'il était prêt à des pourparlers mais... sans Zelensky, qu'il considère « illégitime ». Une réponse qui explique peut-être pourquoi Washington insiste pour que Zelensky respecte le calendrier électoral et organise de nouvelles élections présidentielles. Dans l'espoir que Zelensky laisse la place, ce qui serait une façon d'accéder au vœu de Poutine ?

Les pays européens de leur côté voient avec inquiétude se profiler d'éventuelles négociations de paix dont ils seraient exclus. Le président du Conseil européen, lui, a déclaré qu'« il ne peut y avoir de discussion sur la sécurité en Europe sans l'Union européenne ».

Entre rapaces impérialistes, il existe surtout des enjeux d'influence et de profits éventuels de reconstruction de l'Ukraine. Macron a annoncé organiser une réunion des ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays européens, en compagnie de leur homologue ukrainien, le 12 février.

Autant de marchandages bien éloignés des droits des peuples et du respect des intérêts des classes populaires. Et sur le terrain, les combats risquent de s'éterniser encore, avec leur lot incalculable de souffrances pour la population.

PAR AURÉLIEN PERENNA • 04/02/2025

Congrès du NPA-R : extraits des interventions d'organisations invitées

IZAR – GAUCHE ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE, ÉTAT ESPAGNOL

[...] Nous espérons que ces débats de congrès vous permettront de franchir de nouvelles étapes dans la construction d'une organisation révolutionnaire ; des débats qui renforcent la conviction que ce ne sont pas les luttes et les résistances qui manquent aujourd'hui, mais des militants révolutionnaires qui impulsent, développent et donnent une vision d'ensemble à toutes ces luttes que nous menons déjà. Nous souhaitons profiter de notre présence à votre congrès pour vous retourner cette invitation. Nous allons organiser notre troisième congrès, au cours duquel nous aborderons la nécessité de construire une organisation révolutionnaire solide ou de travailler plus fortement pour renforcer nos liens au niveau international.

[...] Pour nous, le processus de construction du NPA-R est aussi une expérience enrichissante. Nous construisons Izar depuis dix années maintenant, entretenons des liens avec des camarades membres d'A&R depuis trente ans et pourtant partageons tout autant la même préoccupation avec les camarades issus de l'Étincelle que nous avons découverts plus récemment. La préoccupation de construire une organisation en confrontant les pratiques militantes de chacun avec les discussions politiques et théoriques qu'elles engendrent. [...]

Nous espérons que votre participation à notre troisième congrès qui aura lieu en avril permettra de continuer à partager nos réflexions, stratégies ou propositions concrètes pour avancer dans la tâche qui nous unit en tant qu'internationalistes. En outre, nous pensons que la première organisation du camp international de cet été sera une expérience utile pour nous tous. Nous sommes convaincus que cet échange de perspectives nous permettra de nous renforcer mutuellement dans nos interventions.

OKDE SPARTAKOS – ORGANISATION DES COMMUNISTES INTERNATIONA-LISTES DE GRÈCE SPARTACUS

[...] Le conflit impérialiste entre l'Otan et la Russie en Ukraine se poursuit avec une intensité ininterrompue et avec des résultats douloureux pour le peuple d'Ukraine. Le peuple palestinien peut temporairement respirer après l'accord de cessez-le-feu, mais les blessures qu'il a subies restent béantes après près d'un an et demi d'agression génocidaire de l'armée israélienne avec la complicité des États-Unis et de l'Union européenne. Nous continuons à lutter pour une Palestine libre et pour la fin de ce régime sioniste d'occupation, toujours plus meurtrier. [...]

Nous ressentons une grande solidarité politique avec le NPA-R, qui a porté haut le

drapeau de l'indépendance de classe contre le chantage de la bourgeoisie libérale à choisir « le moins pire » et contre la formule des gouvernements de type « front populaire » qui avait déjà failli en Grèce avec le gouvernement Tsipras. L'extrême droite et le fascisme constituent un danger réel pour la classe ouvrière, en France, en Grèce et partout dans le monde, en particulier après la réélection de Trump aux États-Unis. Mais il n'y a pas d'autre moyen de l'affronter que par l'action de classe en toute indépendance.

[...] C'est pourquoi, si nous recherchons l'unité maximale des opprimés dans les batailles qu'ils doivent mener, nous avons aussi besoin de construire des organisations révolutionnaires indépendantes qui défendent systématiquement les intérêts des travailleurs. Au contraire, la politique d'alliance avec le réformisme, et plus encore celle avec des partis bourgeois, présentée comme un « moindre mal » est une impasse. Vive la solidarité internationaliste des révolutionnaires !

RSO – ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE, ALLEMAGNE

[...] Comme vous le savez, le gouvernement de centre gauche sous le chancelier social-démocrate Scholz a fait long feu et il y aura des élections anticipées le 23 février. Cette coalition gouvernementale dite de « feu tricolore » entre sociaux-démocrates, libéraux et verts est un des gouvernements les plus impopulaires des dernières décennies. Il va rester en mémoire pour la remilitarisation sans précédent après l'invasion de Poutine en Ukraine, tout comme pour son soutien inconditionnel à la guerre génocidaire d'Israël. [...]

Sur ce fond de crise sociale, tous les grands partis se sont livrés à de la démagogie anti-immigrée et le gouvernement de Scholz a passé plein de mesures racistes pour « limiter la migration » et « expulser à grande échelle ». Mais évidemment, c'est le parti d'extrême droite AfD qui a profité le plus de tous ces discours et mesures xénophobes. Mais ce n'est pas seulement l'AfD, mais de fait tous les grands partis qui virent à droite et se font concurrence pour qui savoir qui serait le plus efficace pour mettre les réfugiés à la porte, tout en promettant encore plus de cadeaux aux patrons et d'attaques contre les droits des travailleurs.

Nous, le RSO, nous présentons avec RIO (Organisation révolutionnaire internationale), l'organisation sœur de Révolution permanente, aux élections législatives du 23 février, pas avec un programme commun mais sous un slogan commun : « Pour un monde sans frontières, sans guerres et sans exploitation ». [...] Une telle collaboration entre au moins deux organisations a rarement existé en Allemagne, ce qui donne un certain rayonnement, duquel profitent également nos groupes dans certaines villes.

SPEAK OUT NOW/RWG – GROUPE RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS, ÉTATS-UNIS

[...] Durant la campagne présidentielle, Trump n'a pas manqué de faire des déclarations d'amour au monde du travail. Toute sa politique va néanmoins consister à défendre les intérêts des capitalistes, en réduisant les impôts pour les riches et les programmes sociaux destinés à la classe ouvrière. [...] Cela profitera à certaines sections de la classe capitaliste plus qu'à d'autres, car ses intérêts ne sont pas homogènes. Cependant, même ceux

qui ont par le passé exprimé leur défiance envers Trump ont choisi depuis son élection de lui faire allégeance. Ils ne veulent pas laisser passer le train du trumpisme sans monter dedans, sans se faire photographier à ses côtés à la cérémonie d'investiture il y a dix jours.

Pendant ce temps, les démocrates sont en plein désarroi. [...] Ils ont payé le prix d'une politique anti-sociale dont ils ont fièrement revendiqué les résultats durant la campagne : les capitalistes américains se sont renforcés pendant les quatre ans du mandat Biden. Leurs affaires vont bien, leurs profits encore mieux. Les démocrates ont pavé la voie à Trump. [...]

En 2024, il y a eu 31 grèves impliquant plus de 1 000 travailleurs à chaque fois. Les grèves les plus intenses dans le secteur privé ont été celles d'AT&T (18 000 travailleurs) et de Boeing (33 000), toutes deux caractérisées par le rejet d'accords de principe négociés par les dirigeants syndicaux. Le secteur des soins de santé est celui qui a connu le plus grand nombre de grèves, dont certaines dans le secteur public. C'est du côté de ces luttes qu'est l'avenir. C'est par là que nous pouvons faire reculer les capitalistes et les gouvernements qui les servent, chez vous comme chez nous.

CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONALISTE

du 30 juillet au 3 août 2025, à Ségovie, près de Madrid



À GAZA, TRUMP VEUT AMPLIFIER LA GUERRE

Après la déclaration tonitruante, mardi 4 janvier, de Donald Trump que les États-Unis allaient « prendre le contrôle de la bande de Gaza », pour en faire la « Riviera du Moyen-Orient », une fois le territoire vidé de tous les Palestiniens, tout le monde se demande si Donald Trump est fou.

Fou de pouvoir, fou de sa petite personne et de sa fortune, sûrement. Mais président de la plus grande puissance du monde. Et ses déclarations annoncent que les souffrances du peuple palestinien sont loin d'être finies. La trêve n'est qu'une trêve, la guerre à Gaza, qui s'est déjà prolongée d'une guerre au Liban, n'est pas qu'une guerre d'Israël, mais aussi des grandes puissances occidentale, États-Unis en tête, qui s'appuient sur Israël contre tous les pauvres du Moyen-Orient pour le contrôle de la région et de ses richesses.

LIRE NOTRE ARTICLE COMPLET SUR LE SITE



80^e ANNIVERSAIRE DE L'OUVERTURE D'AUSCHWITZ PAR L'ARMÉE ROUGE

NOTRE DOSSIER
COMPLÉT À LIRE SUR LE SITE



La mise à mort de six millions de Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie



ENTRÉE D'AUSCHWITZ VUE DE L'INTÉRIEUR DU CAMP
PHOTO PRISE LE 27 JANVIER 1945

Le 27 janvier 1945, une division de l'Armée rouge a ouvert le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, en Pologne. Elle y découvre 7 000 détenus. 1 100 000 personnes ont trouvé la mort dans ce qui a été le plus grand camp d'extermination créé par les nazis. Cette sinistre organisation d'extermination comprenait aussi les camps de Treblinka, Sobibor, Majdanek et tant d'autres, la plupart concentrés en Pologne.

C'est au cours de l'offensive des troupes allemandes vers l'Est que les massacres se sont généralisés. D'abord par des exécutions massives de Juifs raflés au cours de l'invasion de l'Ukraine : entre 1941 et 1944, un million et demi de Juifs - hommes, femmes, enfants, vieillards -, furent ainsi exécutés par les Einsatzgruppen (des unités de tuerie mobiles de la Waffen-SS). En janvier 1942 les dignitaires nazis ont décidé la « solution finale » et créé des camps d'extermination, à côté des camps de concentration destinés au travail forcé des détenus. Dans ces centres de mise à mort, les exécutions ont été industrialisées : sur les 1 100 000 détenus morts à Auschwitz, 900 000 ont été exécutés dès leur arrivée au camp. Les corps de ceux qui étaient tués dans des chambres à gaz étaient ensuite réduits en cendres dans les fours crématoires.

Dès août 1944, les troupes soviétiques se tenaient à 200 kilomètres d'Auschwitz et les dirigeants nazis ont commencé à démanteler le camp, tout en poursuivant l'activité des chambres à gaz et des fours crématoires jusqu'à la dernière minute : ce n'est qu'en novembre 1944 que les trois fours crématoires encore en service furent dynamités. Les fosses contenant les cendres des suppliciés furent recouvertes et réparées. Les Sonderkommandos, ces groupes de détenus juifs chargés de vider les chambres à gaz, de récupérer tout ce qui pouvait l'être sur les cadavres puis de nettoyer les fours crématoires. Tous leurs membres furent exécutés à l'approche des troupes soviétiques pour faire disparaître les témoins, tandis que les archives recensant le nom de toutes les victimes étaient quasiment toutes détruites - on ne retrouvera que quelques dossiers. L'immense majorité des détenus furent emmenés hors du camp. La « marche de la mort » d'Auschwitz a été responsable de dizaines de milliers de morts. Seuls 7 000 détenus, alors à l'infirmerie, ont été laissés à Auschwitz. Ce sont ceux-là que l'Armée rouge a découverts.

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER
• 03/02/2025

La destruction des Juifs d'Europe : quand l'horreur capitaliste atteint un zénith



SÉLECTION À L'ARRIVÉE À AUSCHWITZ

L'entreprise systématique de destruction des Juifs par le régime nazi a abouti à l'anéantissement de 40 % de la population juive de par le monde et des deux tiers de celle du Vieux Continent. Ce n'était pas le premier génocide du xxe siècle. Entre 1904 et 1911, les troupes coloniales allemandes avaient éliminé 80 % de deux peuples africains, les Héréros et les Namas, sur le territoire de l'actuelle Namibie, et le régime des Jeunes-Turcs avait liquidé, entre 1915 et 1923, 1 200 000 Arméniens en Anatolie et en Arménie occidentale.

Mais le cas de l'Allemagne nazie est un peu différent. Pour la première fois, une grande puissance industrielle utilisait tous les moyens à sa disposition. L'œuvre d'extermination des nazis se distingue par son caractère industriel, bureaucratique et systématique. Les moyens de mettre à mort ont été variés : fusillades massives par des commandos spéciaux sur le front de l'Est, travail forcé et sous-alimentation, gazage dans des camions à gaz ou des chambres à gaz, etc. En Europe de l'Est, les Juifs seront, dans un premier temps, coupés du reste de la population en étant parqués dans des ghettos (il y en eut au total plus de 1 000 dont le plus célèbre, celui de Varsovie, se souleva en avril-mai 1943 en tenant tête aux troupes nazies pendant plus d'un mois). Et cette extermination se poursuivra jusqu'aux tout derniers jours de la guerre, en 1945.

ANTI-JUDAÏSME RELIGIEUX ET ANTISÉMITISME RACIAL

Dès qu'il arriva au pouvoir, en janvier 1933, le régime nazi promulgua les premières lois anti-juives. Elles trouvèrent un écho dans l'antisémitisme tenace d'une partie de la population, héritage direct d'un anti-judaïsme présent en Europe dès le Moyen Âge mais qui était, à ses débuts, d'essence essentiellement religieuse. Cet anti-judaïsme a pris une tournure raciale (voir l'affaire Dreyfus en France dans les années 1890). C'est cette forme d'antisémitisme qui a subsisté jusqu'à nos jours et qui, avec le même type d'arguments, nourrit aussi le racisme anti-arabe, anti-noir et, plus généralement, anti-migrants.

Dans une Allemagne durement touchée par la crise de 1929, les Juifs constituaient des boucs émissaires rêvés. Et le III^e Reich étendit le même système de répression et de mise à mort à tous les pays qu'il avait conquis.

En France, avec la collaboration du régime Pétain, les rafles, préalables à l'envoi dans les camps de mort, se firent massives. Au total, de l'ordre de 76 000 Juifs (dont près de 11 000 enfants) furent déportés, auxquels il faut ajouter 3 000 morts dans les camps « français » d'internement, de regroupement ou de transit, et 1 000 autres exécutés, le plus souvent fusillés ou tués d'une balle dans la tête.



RAFLE D'ENFANTS EN POLOGNE EMMENÉS À LA DÉPORTATION

Le génocide juif nous a montré le niveau d'horreur que pouvait atteindre une société capitaliste. D'autres holocaustes sont possibles et les bourreaux seront encore plus efficaces en disposant cette fois d'armes comme la reconnaissance faciale ou les bombes nucléaires.

La tâche est de lutter quotidiennement contre l'antisémitisme qui, loin de régresser, ne cesse au contraire de progresser

La tâche est de lutter quotidiennement contre l'antisémitisme qui, loin de régresser, ne cesse au contraire de progresser. Tout en se démarquant soigneusement de celles et ceux qui utilisent la mémoire du génocide pour justifier toutes les guerres menées par l'État d'Israël contre le peuple palestinien et ses voisins, voire leur racisme anti-arabe. La mémoire des six millions de victimes mérite mieux que cela.

PAR LÉO STERN • 04/02/2025



Génocides : 80 ans après la libération d'Auschwitz

ENTRÉE D'AUSCHWITZ AVEC, AU-DESSUS DU PORTAIL, L'INSCRIPTION CYNIQUE : « LE TRAVAIL REND LIBRE »...

Dès la fin de la guerre en 1945, avec le procès de Nuremberg, le tribunal international invente la notion de crime contre l'humanité et dénonce l'antisémitisme, même s'il y a eu d'autres victimes du génocide (Tsiganes, homosexuels, handicapés). Dont acte sur l'évolution du droit international humanitaire... sur le papier.

Car, depuis le génocide juif, nombre d'autres génocides et purifications ethniques se sont déroulés sur la planète. On retient notamment le massacre des Tibétains par le régime maoïste dès 1959, le meurtre d'un tiers de la population cambodgienne par les Khmers rouges à partir de 1975, celui des Tutsis au Rwanda en 1994, des musulmans en Bosnie pendant la guerre des Balkans en 1995, ou bien le carnage contre des villages au Darfour par le régime d'Omar el-Bechir au Soudan à partir de 2003. Sans parler des atrocités commises contre les Ouïghours par la Chine à partir de 2009, ni du meurtre et de l'expulsion des Rohingyas par le gouvernement birman dès 2013. Certains de ces massacres relèvent juridiquement des crimes de guerre tandis que d'autres tombent sous l'accusation de génocide. Il est bien entendu que c'est cette dernière qualification qui s'applique à l'État d'Israël pour sa guerre à Gaza depuis le 7 octobre 2023. L'intentionnalité d'éliminer certaines populations ou de les forcer à l'exil par la terreur est le facteur déterminant pour définir le crime de génocide.

Tout cela est une accumulation d'atrocités contemporaines dans la foulée de la Seconde Guerre mondiale. Les génocides se sont produits depuis la nuit des temps, bien avant l'essor du capitalisme. Sans que le crime de génocide en soit le motif, la traite négrière qui a duré trois siècles a éliminé une partie significative de la population africaine. Sans oublier les guerres coloniales avec leurs massacres respectifs, que les puissances européennes ont livrées en Afrique et en Asie. Les citoyens des pays impérialistes comme la France en connaissent quelque chose, comme, bien entendu, les populations victimes de la colonisation. Quant au continent américain, les colonisateurs anglais, français, espagnols et portugais ont été à l'origine de la quasi-disparition de nations entières parmi les Amérindiens, mais pas principalement par la guerre. Les épidémies apportées par des colons européens - contre lesquelles les populations du Nouveau Monde n'avaient aucune immunité - ont

tué plus que les affrontements armés. Mais puisqu'il y avait quand même des guerres de conquête, on peut dire que les Européens ont commis plusieurs génocides sur le continent américain. Tout comme l'élimination d'une bonne partie des Aborigènes en Australie par les colons anglais.

À GAZA

La Convention de l'ONU de 1948 identifie cinq actes constitutifs de génocide : meurtre, atteinte sévère à l'intégrité physique ou mentale, conditions d'existence entraînant la destruction physique des personnes, mesures entravant les naissances et transfert forcé d'enfants. Tous ces facteurs sont présents dans l'agression israélienne à Gaza : le blocage d'aide humanitaire, sans oublier la destruction complète du système hospitalier dans le nord du territoire, la destruction ou l'endommagement de la plupart des hôpitaux au sud, la démolition ou les dommages infligés à 70 % de l'habitat et le déplacement forcé des populations d'un endroit à l'autre de cette enclave palestinienne. Sans oublier les déclarations incriminantes des dirigeants israéliens qui ne laissent aucun doute quant à leurs intentions : « Nous combattons des animaux humains », « Il n'y a pas d'innocents à Gaza », « Il faut détruire ce territoire sans pitié », « Tous les Palestiniens au-delà de l'âge de quatre ans sont impliqués », « On va ouvrir les portes de l'enfer », « Que les épidémies les achèvent », etc.

La Cour pénale internationale a même émis des mandats d'arrêt contre le général Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense au moment des faits, et contre Benjamin Netanyahu. C'est la première fois qu'une telle mesure est prise contre le chef en exercice d'un gouvernement « occidental ». Il arrive surtout dans la foulée de l'opinion publique mondiale - exprimée tant par des editorialistes que par des manifestants - qui est majoritairement favorable aux droits des Palestiniens. Il n'y a rien de tel que des mobilisations populaires pour faire bouger les lignes.

L'histoire nous dira la suite. En espérant qu'elle aboutira à des changements révolutionnaires en faveur des droits à l'autodétermination des peuples opprimés, et plus généralement en faveur des droits des travailleurs et travailleuses du monde entier.

PAR RICHARD WAGMAN • 02/02/2025

Quelques ouvrages sur le génocide juif

Une liste, loin d'être exhaustive, d'ouvrages à lire pour qui veut se documenter sur cette période sombre de l'histoire de l'humanité.

LA DESTRUCTION DES JUIFS D'EUROPE

RAUL HILBERG

Trois volumes, Folio, 2006

Il s'agit d'une véritable somme sur le plus grand génocide de l'histoire de l'humanité.

SI C'EST UN HOMME

PRIMO LEVI

Pocket, 1988

Devenu un classique, témoignage bouleversant de ce chimiste italien déporté à Auschwitz en février 1944 jusqu'à la libération du camp le 27 avril 1945. Dans son livre, Primo Levi décrit de façon « clinique » les conditions de la survie à Auschwitz-Birkenau.

LA NUIT

ÉLIE WIESEL

Éditions de Minuit en 1958, puis en poche en 2007

Déporté à Auschwitz, puis à Buchenwald, Élie Wiesel en fut libéré en avril 1944 à l'âge de 16 ans... Il a puisé la trame de son récit dans ce qu'il a vécu.

JE SUIS LE DERNIER JUIF

CHIL RAJCHMAN

Aux Arènes en 2009, puis en poche en 2011

Un témoignage, écrit avant même la défaite de l'Allemagne, par un des rares rescapés du camp de Treblinka.

RETOUR À BIRKENAU

GINETTE KOLINKA ET

MARION RUGGIERI

Grasset 2019, Livre de poche, 2020

Ginette Kolinka est une des rescapées d'Auschwitz. Elle a aujourd'hui cent ans et continue à raconter. Elle était encore à France-Inter il y a quelques jours. Elle y a expliqué, entre autres, pourquoi s'être longtemps tue sur ce dont elle avait été témoin : par refus de faire souffrir les familles de déportés en leur faisant vivre les conditions abominables de la fin de leurs proches.

LES JOURS DE NOTRE MORT

DAVID ROUSSET

Publié en 1947, réédité en poche

David Rousset était, au moment de sa déportation à Buchenwald, un militant trotskiste. Buchenwald, à la différence d'Auschwitz ou Treblinka, n'était pas un camp d'extermination, mais un camp de travail créé aux portes de Weimar dès 1933 pour y interner les opposants au nazisme, à commencer par les militants du Parti communiste allemand. Dans cet ouvrage, dont le titre donne le ton, il décrit minutieusement l'organisation du camp « vu d'en bas ». Les SS tout-puissants sont bien là, mais ce sont les kapos - ces détenus à qui le « pouvoir » sur les autres était délégué par l'encadrement nazi - qui commandent la vie quotidienne. Le livre rapporte le combat à l'intérieur du camp des groupes clandestins : au camp, la survie ne pouvait être que collective. Le principal groupe clandestin, celui qui « dirigeait » le camp côté détenus, était celui de Parti communiste allemand. Un groupe rôdait à la clandestinité, efficace autant qu'on pouvait l'être dans les conditions des camps, mais aussi gangrené par le stalinisme, ce qu'ont payé de leur vie les militants internés identifiés comme trotskistes. Rousset, qui a côtoyé de près ce groupe du PC allemand et qui décrit minutieusement leur organisation, n'a dû sa survie qu'à leur ignorance de son appartenance au mouvement trotskiste - après la guerre, il dénoncera les camps en URSS et en Chine, devenant ainsi la cible des stalinien, ainsi que la barbarie du colonialisme... C'est à ce titre qu'il soutiendra la décolonisation engagée par de Gaulle, puis la candidature de ce dernier à la Présidentielle de 1965, avant de devenir député « gaulliste de gauche ».

Mais ce livre, écrit en 1947, deux ans après une étude, courte mais essentielle, *L'Univers concentrationnaire*, est aussi une analyse fine sur les mécanismes humains déclenchés par l'univers concentrationnaire. Une lecture aussi instructive que bouleversante.

VILLE DE PARIS

Première victoire pour Bruno et Ibrahima

A lors qu'ils ont déjà effectué les deux premiers mois de leur exclusion temporaire, le tribunal administratif a statué et décidé de suspendre l'exécution de la sanction. En cause, des doutes sérieux quant à la légalité de celle-ci, au vu de sa lourdeur.

Bruno et Ibrahima doivent être réintégrés sous huit jours et Paris Musées devra leur verser 1500 euros chacun pour couvrir les frais engagés.

Un jugement au fond se tiendra dans les mois à venir. En attendant, l'administration Hidalgo a pris une sacrée claqué. Elle qui n'a eu de cesse de vouloir à tout prix sanctionner fortement les deux veilleurs de nuit, en allant jusqu'à défendre au TA qu'ils auraient dû « faire preuve de remords » suite à l'altercation... Cette mairie « de gauche » a voulu jusqu'au bout mettre la tête sous l'eau à des agents victimes de racisme pour les punir de s'être défendus face à un chef.

Depuis plus d'un an, ils ont bénéficié d'une large solidarité de leurs collègues, de syndicats, partis politiques et personnalités publiques, ce qui, en parallèle des procédures de défense, a assurément pesé dans la balance.

La ville de Paris doit les réintégrer dans leur service de nuit et prendre acte que sa politique répressive a subi un revers !

CORRESPONDANT • 04/02/2025

UNE CAGNOTTE POUR SOUTENIR LES POSTIERS DU 92 TOUCHÉS PAR LA RÉPRESSION ET POUR PRÉPARER LE PROCÈS DU 12 JUIN

Le syndicalisme de lutte de classe est dans le viseur. Parmi les équipes militantes concernées, SUD Poste 92 dont les militantes et militants mènent une politique de regroupement des luttes et de contestation du pouvoir de décision du patronat. La Poste ne s'y trompe pas et frappe fort : depuis l'été 2021, sur 100 procédures disciplinaires engagées dans les Hauts-de-Seine, plus des deux tiers ont visé des militants ou sympathisants syndicaux !

Depuis des années, Gaël Quirante, secrétaire de SUD Poste 92 est de toutes les luttes. Son engagement dans des grèves longues contre les suppressions d'emplois lui a valu une répression implacable. Gaël a été licencié en avril 2018 sur décision de Muriel Pénicaud, à l'époque ministre du Travail. Aujourd'hui, il exige sa réintégration auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

Cinq postiers du 92, dont Yann Le Merrer (premier fonctionnaire révoqué depuis les années 1950 pour son engagement syndical) et Gaël Quirante risquent 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende pour avoir occupé le siège de La Poste... en 2014 ! Un procès doit se tenir le 12 juin 2025 au tribunal de Paris (porte de Clichy) : un grand rassemblement aura lieu à cette occasion.

La cagnotte sert en premier lieu à maintenir le salaire de Gaël au même niveau que n'importe quel postier ayant son grade et son ancienneté tout le temps des recours. Soutenir financièrement les AmiEs de Sud Poste 92, c'est aussi faire obstacle plus largement à la répression et à l'arsenal juridique et pénal qui s'abat sur les camarades. C'est aussi soutenir le regroupement des luttes et des grèves.

CORRESPONDANTS • 03/02/2025



← **DONNEZ À LA CAGNOTTE DE SOUTIEN**



La goutte d'eau qui fait déborder la grève

Problèmes de chauffage, inondations et autres joyeusetés deviennent le quotidien de nombreux bibliothécaires de la ville de Paris. Suite à une énième fuite grave, les agents de la bibliothèque de la place d'Italie ont dit stop : le 24 janvier une majorité du personnel a décidé de se mettre en grève le lendemain pour exiger des réparations immédiates et surtout efficaces !

Voilà près d'une dizaine d'années que la bibliothèque prend régulièrement l'eau avec des réparations peu efficaces au mieux et aucune intervention au pire. Un faux plafond s'est même effondré dans un bureau après une alerte donnée pourtant un mois plus tôt.

Samedi 25, toute la journée - sans que la pluie ne les arrête ! - les grévistes ont été présents devant la bibliothèque pour discuter avec les usagers et les habitants du quartier des nuisances qu'ils subissent : températures avoisinant les 13°C dans les salles de certaines bibliothèques, pannes d'ascenseur qui durent depuis plus d'un mois, problèmes de renouvellement d'air...

Surtout que ces nuisances touchent bien d'autres services parisiens ! Le laisser-aller de la mairie n'est pas réservé aux bibliothèques : chauffage défaillant

dans des crèches, fuites qui perdurent dans des écoles... Le programme d'austérité financière annoncé pour les collectivités territoriales va encore aggraver la situation.

D'autres catégories du personnel des bibliothèques annoncent déjà se mettre en grève si leur situation n'est pas vite réglée. C'est toutes et tous ensemble qu'ils pourraient obtenir des mesures rapides et efficaces !

CORRESPONDANT • 04/02/2025

À Toulouse, les employés des bibliothèques luttent aussi depuis le mois de décembre contre les coupes budgétaires décrétées par la municipalité. Notre article à lire sur le site...

npa-revolutionnaires.org/a-toulouse-les-bibliothequaires-ne-lachent-rien >>



Ratio soignants-patients à l'hôpital : sans moyens, du pur affichage

Une loi vient d'être votée, qui prévoit l'instauration progressive d'un ratio minimal de soignants par patients dans les hôpitaux. Dans un contexte de sous-effectif imposé par les directions hospitalières et où la surcharge de travail se fait durement sentir, le texte pourrait être perçu comme une avancée salutaire. Pourtant, il est difficile de parler de victoire.

CRISE DE « VOCATION » OU SOUS-EFFECTIF ORGANISÉ ?

Parmi les soignants, le ras-le-bol est bien réel : manque de reconnaissance, services surchargés, embauches au compte-goutte et rémunérations rognées par l'inflation. Entre 2020 et 2022, le nombre de postes vacants est passé de 10 000 à 60 000 dans les hôpitaux. Mais ce sont les gouvernants qui portent l'entière responsabilité de la fameuse crise des « vocations », derrière laquelle ils se cachent pour ne pas embaucher. Ce sont eux qui organisent ces conditions de travail infernales, eux qui retirent les budgets qui permettraient d'embaucher, eux qui organisent la stagnation des effectifs d'étudiants en soins infirmiers et trop souvent freinent les titularisations. Dans ce contexte, des voix se sont élevées pour imposer un ratio minimum de soignants par patient dans les services. De quoi encourager le retour des infirmières démissionnaires ou intérimaires vers l'hôpital ?

UNE LOI INEFFECTIVE SANS LES MOYENS NÉCESSAIRES

Première limite et non des moindres ; le manque de moyens de l'hôpital et la pression du ministère de la Santé pour rétablir l'équilibre des comptes artificiellement mis en « déficit » : à hauteur de 3,5 mil-

liards d'euros en 2024, ce sont plus de 1 300 hôpitaux qui doivent se serrer la ceinture. Sans moyens supplémentaires, difficile d'imaginer que ces ratios inciteront demain à embaucher davantage.

« Sans augmentation massive du budget des hôpitaux [...] aucune mesure d'affichage ne permettra d'améliorer le système de santé. »

D'autant qu'ils ne seront pas obligatoires, contrairement à ceux qui existent déjà dans les services critiques - comme la réanimation, où le ratio impose deux infirmières pour cinq patients et une aide-soignante pour quatre. Mais même dans ces services, ces ratios sont très insuffisants et leur respect justifie en réalité le tri des patients et l'embauche de contrats précaires comme les CDD dits « épiver » (pour « épidémie hivernale ») afin de colmater les trous. Avec la loi, rien n'oblige à faire respecter les ratios. Pire, s'ils sont appliqués à moyens constants, le plus probable est que des lits soient fermés pour rester dans les clous.

Sans augmentation massive du budget des hôpitaux, qui diminue tous les ans, et avec l'État qui se désengage chaque jour au profit du secteur privé, aucune mesure d'affichage ne permettra d'améliorer le système de santé. Prétendre le contraire est un mensonge, que les soignants n'ont de cesse de dénoncer.

PAR CÉLIAN OSWALD ET EMMA MARTIN • 04/02/2025

FORVIA MÉRU EN GRÈVE : UNE LUTTE EN RECHERCHE D'ALLIÉS

À Méru (Oise), lundi 3 février, le site de recherche et développement de Forvia (ex-Faurecia, qui fabrique planches de bord et panneaux de portes pour l'automobile), était en grève toute la journée contre un plan de licenciement de 110 salariés et les miettes que leur propose leur direction. Ils revendiquent 5 000 euros par année d'ancienneté et 24 mois de reclassement payés à 100 %. En Allemagne, un site Forvia qui ferme vient d'octroyer plus de 150 000 euros par salarié licencié, à la suite d'une grève.

Les 170 grévistes, techniciens et ingénieurs, se sont réunis en assemblée générale devant les grilles de l'entreprise pour être bien visibles, soutenus notamment par une délégation d'une quinzaine de salariés de l'usine Stellantis Poissy à laquelle ils fournissent des pièces. Ils sont allés en cortège au site de production Forvia de 300 salariés, de l'autre côté de la rue.

Beaucoup sont conscients qu'il va falloir se faire entendre et trouver un maximum d'alliés parmi d'autres travailleurs.

Cette semaine, les salariés des Fonderies de Bretagne montent au siège de Renault à Paris, ceux de Michelin Cholet descendent à Clermont avec ceux de Michelin Vannes, et ceux d'Arkema organisent une journée de grève et de mobilisation sur leur site de Jarrie près de Grenoble !



CORRESPONDANTS • 03/02/2025

MICHELIN : DÉTERMINÉS, LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Le 4 février, le quatrième round de négociation au siège de Clermont-Ferrand devait être une formalité. Ça devait discuter tranquillement des 1 254 salariés de Cholet et Vannes jetés dehors alors que Michelin accumulait des bénéfices. Les travailleurs de Cholet, organisés en comité de lutte (regroupant syndiqués et non syndiqués), réclament 120 000 euros, mais Mene-gaux le patron ne veut rien savoir au-delà de 30 000.

Les travailleurs ont organisé une montée pour se faire entendre : venus en car ou en voiture, ils étaient plus de 500 dont 180 du choletais devant le siège. Un peu de sport avec les CRS pour passer les barrières pour s'approcher du siège, le tout s'est fait en bon ordre, sans casse. Des commentateurs malveillants ou mal informés disent que « ce sont des chasseurs de prime ». Mais les assemblées du comité de lutte sont claires : personne ne doit rester sans boulot. Et oui, Michelin, avec ses milliards, doit casquer.



CORRESPONDANTS • 04/02/2025

TRANSPORT DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES DANS LES ATELIERS DE MAINTENANCE DE LA RATP

Exposition aux produits toxiques, cadences intensifiées, suppression de postes et de stock, chasse aux arrêts maladie menée par la direction... les travailleurs des ateliers de maintenance de la RATP en ont ras-le-bol, comme ceux des bus, et de bien d'autres secteurs.

Début janvier, une expertise a donné de nouvelles preuves de l'exposition des ouvriers de la maintenance des bus de la RATP aux gaz d'échappement et aux produits chimiques. Dans beaucoup de ces ateliers, le système de ventilation censé renouveler l'air pollué n'est pas aux normes. La direction s'en moque et couvre l'affaire : mensonges sur les résultats des contrôles internes, fiches de données de sécurité pas mises à jour... tout est bon pour faire des économies sur le dos des salariés.

Depuis l'an dernier, 65 travailleurs de la maintenance des bus ont assigné la RATP aux prud'hommes pour faire reconnaître la responsabilité de l'entreprise dans les risques pour leur santé. L'affaire sera jugée en avril, mais le verdict ne signera pas la fin du combat. La RATP est également assignée au pénal pour ses manquements signalés par la récente expertise. Si le terrain juridique peut être un point d'appui, il sera d'autant plus efficace si les salariés se mobilisent contre ces patrons qui font passer les vies après les profits. Cet exemple, comme les « découvertes » régulières d'amiante, prouvent la nécessité du contrôle des travailleurs sur tous les aspects de leur travail.

La direction attaque les conditions de travail sur tous les plans : elle a divisé par deux les effectifs de maintenance des bus depuis une dizaine d'années, alors que le nombre de bus ne cesse de croître et le matériel de se diversifier. Pour couronner le tout, sa politique de « zéro stock » se traduit par des pannes de chauffage dans les bus. Les conducteurs n'ont qu'à bien se couvrir, tant que les chefs sont bien au chaud dans leurs bureaux...

Autant de raisons de se mettre en grève le 6 février. C'est un début, pour exiger l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires.

PAR ALEXIS MICHA • 02/02/2025

À LA CPAM, LES FAUSSES NOTES D'« ARPÈGE »

Depuis septembre les assurés de Vendée et de Loire-Atlantique ne perçoivent plus leurs indemnités journalières d'arrêt maladie ou de congé maternité en temps et en heure. Une situation causée par le dysfonctionnement d'un logiciel en phase de test depuis la rentrée 2024 dans les deux départements, qui oblige les agents des CPAM à faire tout le travail manuellement. Ce logiciel « Arpège » était pourtant connu pour ses erreurs depuis son lancement en 2020 pour le traitement des dossiers des travailleurs indépendants. Malgré les alertes des agents qui galèrent dessus depuis quatre ans, la CNAM s'est obstinée à le tester pour le régime général, avec pour perspective de le généraliser à l'ensemble du territoire.

Les premiers impactés sont les quelque 10 000 travailleurs en arrêt maladie qui n'ont plus de revenus. Certains sont menacés d'expulsion faute de pouvoir payer leur loyer, d'autres témoignent ne plus pouvoir s'acheter de quoi manger. Des situations tragiques auxquelles doivent faire face les agents d'accueil.

Comment en est-on arrivé là ? Sans grande surprise, il est toujours question d'argent. D'ici 2027, ce logiciel est censé permettre à la CNAM de remplacer un millier d'employés. La direction parle de reclassement des salariés concernés, mais sans dire sur quelles missions. Et l'argent « économisé » ira dans la poche du groupe Sopra Steria, fournisseur du logiciel auquel la CNAM verse des dizaines de millions d'euros.

Des agents se sont mis en grève début novembre et fin janvier sur les sites de la Roche-sur-Yon et de Saint-Nazaire pour exiger des embauches massives afin d'accélérer le traitement des dossiers laissés en plan par « Arpège ». Alors que des milliers de personnes sont dans la galère et que les employés des CPAM sont épuisés, la direction continue d'affirmer que des correctifs vont régler le problème... mais le déploiement du logiciel à l'échelle nationale est gelé, c'est bien la preuve que quelque chose ne va pas !

Faire des économies sur le dos des salariés et des patients, c'est aussi le plan de la direction de la Cramif (Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France) qui veut fermer son centre de santé dans le 19^e arrondissement de Paris et annonce le licenciement d'un tiers des soignants. Un article à retrouver sur notre site.

PAR ANNE BODIGEL • 04/02/2025

npa-revolutionnaires.org/
a-la-securite-sociale-aussi-on
-licencie-pour-raisons
-economiques >>



RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES

les 29 et 30 mars 2025, à Paris

formulaire d'inscription >>

CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES ET RACISTES POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE :

ORGANISONS-NOUS !

PARTICIPEZ AUX RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES

29 & 30 MARS 2025

ATELIERS, FORUMS... & UN MEETING

À PARIS. PLUS D'INFORMATIONS À VENIR SUR NPA-REVOLUTIONNAIRES.ORG

Face au pôle des milliardaires, l'urgence d'un pôle des révolutionnaires :

DÉCLARATION DU CONGRÈS NATIONAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES – FÉVRIER 2025

2025 s'annonce comme une année faste pour les milliardaires du monde entier. C'est ce que ces fleurons de la bourgeoisie sont venus fêter lors de l'investiture d'un des leurs, Trump, flanqué d'Elon Musk, à la tête de la puissance impérialiste américaine. Leur fortune a augmenté de 2000 milliards de dollars en 2024, à un rythme trois fois plus rapide que l'année précédente. Cette concentration obscène de la richesse à un pôle n'a d'égale que la pauvreté et la misère partout sur la planète. Non, il n'est plus possible qu'ils prétendent diriger les affaires du monde.

C'est pourtant la voix tremblante d'émotion que Bernard Arnault, première fortune française et seconde mondiale, est venu s'indigner du projet du gouvernement français de taxer ses profits, très peu pourtant et pour un an seulement. A contrario, il a salué le « vent d'optimisme » qui souffle sur les patrons de l'autre côté de l'Atlantique, qui profitent du poison raciste et réactionnaire porté au pouvoir par cette extrême droite décomplexée. C'est le sens du vent vers lequel des classes dirigeantes se tournent. Et le gouvernement macroniste, en bon gestionnaire des intérêts du CAC 40 et lui aussi sensible aux sirènes de l'extrême droite, ne fera certainement pas payer très cher ses amis du patronat. En revanche, Trump comme Bayrou viennent à leur rescousse en relançant la chasse aux immigrés dont ils espèrent qu'elle va diviser les travailleurs et paralyser leurs luttes.

Ces milliardaires qui tirent leur profit de l'exploitation des travailleurs partout dans le monde sont aussi les premiers assistés à vivre aux crochets de l'État. Des États-Unis à la Chine en passant par l'Europe, les puissances impérialistes, anciennes ou nouvelles, dominantes ou émergentes, sont en concurrence pour des investissements et parts de marché.

Partout, elles arrosent leur patronat respectif de milliards de subventions publiques.

Partout, elles remettent en cause la moindre norme environnementale, au mépris de la crise écologique qui menace toute l'humanité.

Partout, les budgets militaires sont en hausse, chacun se tenant prêt à passer des guerres commerciales aux guerres tout court. Les trois ans de guerre dévastatrice en Ukraine suite à l'invasion russe et la façon dont les impérialistes occidentaux en profitent montrent le peu de cas que ces puissances accordent au sort des peuples, à commencer par celui du peuple ukrainien.

Partout, les refrains nationalistes et réactionnaires sont claironnés, pour défendre « sa » patrie face aux étrangers et la famille « traditionnelle » face aux droits des femmes et des LGBTI. Ce nationalisme tente de ranger les travailleurs derrière leur propre bourgeoisie. Mais ce sont les mêmes patrons et les mêmes gouvernements qui licencient et cassent les services publics dans leur propre pays.

Quant au génocide à Gaza et à la situation des peuples du Moyen-Orient, c'est l'une des illustrations les plus violentes du prix que les puissances impérialistes sont prêtes à faire payer aux peuples pour maintenir l'ordre capitaliste. La barbarie est du côté de l'État d'Israël et des dirigeants du monde qui le soutiennent. La solidarité internationale est du côté des millions d'hommes et de femmes qui refusent de laisser faire les massacres.



C'est dans ce contexte que le NPA-Révolutionnaires a tenu son congrès national. Durant tous nos débats, cette situation politique mondiale a confirmé notre volonté de mettre fin au système capitaliste qui mène l'humanité à sa perte. Loin d'être un vœu pieux ou une utopie rassurante, c'est une perspective qui constitue la seule réponse capable de faire face au pourrissement d'un monde capitaliste qui sème guerres, misère et dévastation de la planète. La force des classes dirigeantes n'est pas inébranlable. Bien des luttes et des résistances l'ont contestée partout dans le monde. Autant d'épisodes qui montrent que sont intactes les forces du prolétariat et de la jeunesse qui pourraient servir de moteur à la construction d'une tout autre société. De ces luttes naîtront les prochaines et nécessaires révolutions, pour un monde sans frontières ni patrons.

« Durant tous nos débats, cette situation politique mondiale a confirmé notre volonté de mettre fin au système capitaliste qui mène l'humanité à sa perte. »

Mais nous savons que cela n'a rien d'automatique. Cela implique d'éviter les pièges tendus par les adversaires ou faux amis des travailleurs, notamment ceux qui promettent de tout changer par des voies institutionnelles sans toucher aux mécanismes de l'exploitation quotidienne ; ou ceux qui prétendent, à la tête des appareils syndicaux, qu'on pourrait arracher quelque chose aux patrons par la négociation.

Notre congrès a réaffirmé notre orientation politique en toute indépendance de la gauche institutionnelle. En 2024, Olivier Besancenot et Philippe Poutou faisaient le choix de rejoindre le NFP de Mélenchon et Faure – et même Hollande. Quant à nous, nous n'avons pas cessé de militer pour le maintien d'une organisation révolutionnaire indépendante. En 2025, après l'expérience de la lutte contre la réforme des retraites et deux campagnes électorales menées sous nos propres couleurs, nous sommes fiers de pouvoir affirmer l'existence du NPA-Révolutionnaires comme une force utile au camp des travailleurs, ancrée dans la lutte des classes. C'est d'une contre-offensive de l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse que viendra la censure permettant au camp des travailleurs de se faire entendre.

Les travailleurs et les travailleuses arracheront leurs revendications par leurs grèves et par leurs luttes, organisées et dirigées démocratiquement, syndiqués et non syndiqués. Ce sont eux qui travaillent, ce sont eux qui décident ! Nous nous fixons l'objectif de continuer à développer notre organisation au plus près des combats de la classe ouvrière et de la jeunesse populaire, pour les salaires, l'emploi, des services publics de santé, éducation, transports, logement, à la hauteur des besoins. Dès les prochaines semaines, nous militerons pour le regroupement des luttes contre les licenciements et contre les budgets d'austérité dans les facultés.

« Nous sommes fiers de pouvoir affirmer l'existence du NPA-Révolutionnaires comme une force utile au camp des travailleurs, ancrée dans la lutte des classes. »

Le NPA-Révolutionnaires n'est pas une fin en soi. Nous sommes convaincus que nous ne sommes qu'une des branches d'un futur parti communiste révolutionnaire des travailleurs et des travailleuses. Tous nos efforts sont tournés vers cette perspective que partagent de nombreux autres militants révolutionnaires en France et dans le monde. C'est conscients de cette situation que nous affirmons notre volonté d'œuvrer à la construction d'un pôle des révolutionnaires. Les flux et les reflux de l'activité du prolétariat ne dépendent pas de nous. Mais il nous appartient de refuser l'émiettement des courants communistes révolutionnaires. Loin de la recherche d'une unité de façade, nous pensons que des interventions communes décupleraient le moral et les chances de succès des travailleurs pour les luttes à venir. C'est le creuset où pourrait se forger une direction révolutionnaire. C'est une perspective politique à défendre sur tous les terrains, y compris lors des échéances électorales à venir.

En France, cela implique de nouer des liens plus resserrés entre militants et courants politiques qui se réclament du communisme révolutionnaire. Au niveau international, cela implique de multiplier les échanges et les relations internationales.

Le NPA-Révolutionnaires sera partie prenante d'une conférence internationale à Paris à la mi-mai qui permettra à plusieurs courants révolutionnaires d'échanger sur la situation internationale et les tâches militantes qui nous incombent.

Durant l'été, nous serons également organisateurs d'un camp international aux côtés de quatre autres organisations sœurs : Izar – État espagnol, RSO – Allemagne, OKDE Spartacos – Grèce et Speak Out Now – États-Unis. Des organisations avec lesquelles les liens militants se sont renforcés, dans la perspective de regrouper les révolutionnaires au niveau du globe, car la domination des capitalistes ne sera renversée qu'à cette échelle : l'avenir est à la révolution socialiste !

Premier congrès du Nouveau Parti anticapitaliste-Révolutionnaires, 31 JANVIER, 1^{er} ET 2 FÉVRIER 2025

Le congrès du NPA-R qui s'est tenu du 31 janvier 2025 au 2 février 2025 a donné les résultats suivants : 89,46 % pour la majorité sortante (la plateforme 1), 8,33 % pour Démocratie révolutionnaire (la plateforme 2) et 2,21 % pour Socialisme ou barbarie (la plateforme 3) avec une participation de plus de 84 % des militants et militantes de l'organisation qui en compte plus de 700.

Le congrès a été un moment de débat intensif dans une ambiance démocratique et frater-

nelle qui a permis à des militants de toutes les villes, de tous les secteurs et de tous les âges de s'exprimer. Quarante-cinq AG de préparation se sont tenues localement et, au congrès lui-même, 80 déléguées et délégués différents ont pris la parole en plénier. Indispensable dans une organisation qui compte 40 % de militantes et militants de moins de 25 ans, avec un tiers de ses membres qui interviennent dans la jeunesse scolarisée et un tiers qui interviennent directement sur les lieux de travail en tant que militants politiques.

SOUTENEZ LE COMBAT
RÉVOLUTIONNAIRE :
FAITES UN DON !

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES
TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE
NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION



EN LIGNE
PAR CHÈQUE
PAR VIREMENT
OU PAR PRÉLÈVEMENT MENSUEL

npa-revolutionnaires.org/souscription

PLATEFORME 1 – UNITÉ DES RÉVOLUTIONNAIRES : PASSER DE LA PAROLE AUX ACTES

Ce congrès représente un pas modeste mais important sur le chemin de l'unité des révolutionnaires. Il montre que la fusion a numériquement dépassé les deux principaux courants qui ont combattu la scission-exclusion lors du 5^e congrès du NPA, à savoir l'Étincelle et Anticapitalisme et révolution (A&R). Cette unité a été réalisée en faisant un choix délibéré : élaborer des réponses politiques communes aux problèmes qui se posent dans l'intervention, dans le cadre de la construction commune d'une organisation révolutionnaire indépendante de la gauche institutionnelle. C'est cela qui a permis de dépasser la simple fusion des deux courants en associant près de 90 % des militants et militantes de l'organisation.

C'est ce que nous avons fait au travers de la solidarité avec le peuple palestinien à la suite du 7 octobre 2023 et de l'offensive génocidaire d'Israël : plutôt que de par-

tir uniquement des positions traditionnelles des uns ou des autres, nous avons cherché à intervenir activement, réussi à manifester dans la rue et en imposer le droit devant les tribunaux, face aux interdictions de manifestation en soutien à la Palestine. En exprimant une position indépendante des courants réactionnaires, nationalistes et pro-capitalistes du type du Hamas. Un positionnement de fond qu'aucun courant n'aurait pu, de la même façon, élaborer et surtout mettre en œuvre.

Les AG et le congrès ont montré que cette méthode de confrontation des discussions de fond avec la construction commune était menée dans tous les secteurs et comités du NPA-R. Nous souhaitons élargir cette méthode à d'autres courants révolutionnaires au niveau international mais aussi au niveau hexagonal, car nous savons que nous n'incarbons pas à nous seuls les contours d'un futur parti

révolutionnaire. Nous regrettons d'autant plus qu'un courant international militant dans nos rangs, « Socialisme ou barbarie », constatant son échec au congrès, ait fait un choix inverse en retombant dans les vieux travers de la division et de la provocation pour défendre son petit « pré carré » et quitter le congrès avec ses 3 délégués sur 119.

Nous avons accueilli positivement la présence des camarades de Lutte ouvrière à la partie publique de nos travaux, ainsi que la présence des camarades du Parti des travailleurs. Nous regrettons l'absence de Révolution permanente malgré notre invitation. C'est précisément pour faire entendre cette orientation en vue d'un pôle des révolutionnaires capable de s'opposer au pôle des milliardaires que nous continuerons de nous adresser aux autres organisations pour leur proposer de débattre et d'agir conjointement. Nous les invitons

à participer en mai à la conférence internationale de Paris, coorganisée avec Lotta comunista, qui aura pour thème central « les révolutionnaires face aux rivalités inter-impérialistes » ainsi qu'une journée dédiée à l'intervention des révolutionnaires dans les syndicats.

Les révolutionnaires devront faire bloc dans les luttes mais aussi lors des futures élections, en toute indépendance de la gauche institutionnelle, comme nous l'avons proposé lors des élections européennes et législatives.

La meilleure façon de censurer le gouvernement, c'est de regrouper les luttes contre les licenciements, pour nos salaires et contre l'austérité budgétaire, sous la direction des travailleurs eux-mêmes !

PLATEFORME 2 – POUR UN PÔLE DÉMOCRATIQUE DES RÉVOLUTIONNAIRES, FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE

Étrange congrès que ce premier congrès qui, comme durant les assemblées générales préparatoires, a été marqué par une agressivité constante contre les minorités. La première phrase du rapport introductif attaquait notre courant donnant le cadre d'un débat étouffé au nom des tâches de construction. Point d'orgue de cette démarche sectaire, la volonté de pousser dehors les camarades de Socialisme ou Barbarie avec lesquels, ainsi que d'autres camarades hors courant, nous avions porté la motion « Pour un pôle des révolutionnaires, faire vivre la démocratie ». Suite à un incident entre militants en novembre dernier, cette dernière a fait gonfler l'affaire jusqu'à en prendre prétexte pour reporter, en fait refuser, l'élection d'un camarade de SoB au Conseil politique national, geste dont il est évident qu'il signifiait la rupture avec ce courant, son exclusion.

AetR et L'Étincelle éclairent ce qu'ils appellent leur « boussole » du pôle des révolutionnaires, une fausse barbe pour

une politique sectaire qui se revendique d'une théorie « inédite », « la fusion par la construction ». Ce congrès n'avait pour eux d'autre fonction que de cimenter cette fusion, intimant à chacun de « choisir entre le front de fractions et la fusion ». De la part des deux fractions qui n'ont d'ailleurs pas annoncé leur dissolution, une telle politique ne manque pas d'ironie puisque c'est au nom de la lutte contre « le front de fractions » que le NPA de Besançon avait engagé la scission-exclusion !

ENCOURAGÉ PAR TRUMP, LE CAC 40 DÉCLARE LA GUERRE AUX TRAVAILLEURS

Une telle politique ne répond pas aux besoins de la période qui voit le CAC 40, à l'image de Wall Street, déclarer la guerre aux travailleurs. Pour les camarades de la nouvelle majorité, cependant, le capitalisme ne connaît pas de crise. Pour eux les superprofits sont la preuve qu'il se porte bien alors que ces superprofits ne sont que

l'expression de la maladie d'un capitalisme sénile, financiarisé et mondialisé dont les appétits sans limite ne peuvent continuer à se satisfaire que par une surexploitation constante des hommes et de la nature, au prix d'une concurrence acharnée, de la guerre complément indispensable de la concurrence capitaliste. La crise écologique est l'expression de cette faillite du capitalisme.

Ce système failli court vers le krach et conduit l'humanité vers la catastrophe.

Ce sont là les racines de la militarisation du monde et des guerres de l'Otan, de la guerre d'Ukraine, du génocide de Gaza et la guerre du Moyen-Orient. Les racines aussi de la crise sociale et politique que connaît le pays, de la mascarade parlementaire qui pave la route de l'extrême droite, de Darmanin à Le Pen en passant par Retailleau, qui reçoit le soutien de la grande bourgeoisie, celle d'Arnault le milliardaire ami de Trump.

POUR SUIVRE LE DÉBAT AU SEIN DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE ET DANS LES MOBILISATIONS

À l'heure du capitalisme sénile il n'y a pas de place pour un nouveau réformisme, l'affrontement entre le travail et le capital est inscrit au cœur de la marche à la faillite de leur système fondé sur l'exploitation. Pour défendre ses droits, conquérir le pouvoir pour changer la société, le monde du travail a besoin de s'organiser, de son propre parti indépendant des mascarades parlementaires ou des conclave du dialogue social. C'est dans cet objectif que nous avons proposé au congrès une déclaration invitant à prendre l'initiative d'engager les discussions au cœur des luttes, entre organisations révolutionnaires, entre militant·es ainsi qu'avec celles et ceux qui se mobilisent et contestent ce système dépassé pour discuter des voies et moyens de construire, ensemble, un pôle démocratique des révolutionnaires.

COUPES BUDGÉTAIRES : L'UNIVERSITÉ DE RENNES 2 SE MOBILISE ET EN APPELLE À D'AUTRES !

Le 20 janvier dernier, le Sénat a voté 630 millions d'économies sur le dos de l'enseignement supérieur. Une nouvelle coupe budgétaire alors que plus des trois quarts des universités souffrent d'un déficit dû aux politiques menées par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, depuis des dizaines d'années.

À RENNES 2, LA COLÈRE S'ORGANISE À LA BASE

Depuis trois semaines, les étudiants et une partie du personnel de Rennes 2 se mobilisent contre cette politique d'austérité : les assemblées générales ont grossi jusqu'à plus de 500 personnes d'une semaine à l'autre. Des centaines de jeunes, qui connaissent déjà pour la majorité la précarité et la sélection sociale, ont été convaincus de rejoindre le mouvement et de chercher à l'étendre en s'adressant à d'autres. Un comité de mobilisation, regroupant plusieurs dizaines d'étudiants, organise et rythme la mobilisation : distributions de tracts et tours d'amphis, pour la première fois pour beaucoup, manifestations à l'adresse des autres campus de Rennes (qui ont réuni 300 puis 1000 personnes), AG interfac vendredi dernier regroupant presque tous les campus de Rennes et plusieurs autres villes.

La possibilité de « mise sous tutelle » de la fac est agitée : elle passerait aux mains de l'État qui se chargerait de mener directement les coupes budgétaires... que la présidence de la fac n'a pas mises en place assez vite ! Celle-ci a beau écrire dans ses mails qu'elle fait tout pour « permettre la mobilisation » dont elle dit partager les préoccupations, ça ne l'empêche pas de fermer de préventivement certains bâtiments de peur qu'encore plus d'étudiants se mobilisent ! Rien d'étonnant à ce double jeu hypocrite quand on sait que celle-ci mène déjà sans état d'âme les politiques d'austérité qu'on lui demande et que, depuis mardi dernier, elle a gelé toutes les dépenses de l'université : plus de sorties de terrain ou de recrutements jusqu'à nouvel ordre ! Elle est allée jusqu'à fermer administrativement l'université pour tenter d'étouffer la mobilisation.

LA NÉCESSITÉ DE L'EXTENSION POUR PESER SUR LA SITUATION

Les étudiants et le personnel mobilisé sont tout à fait conscients que les attaques contre la fac s'inscrivent dans une offensive générale du patronat et de son gouvernement. À Rennes 2, on supprime des places en licence, à l'hôpital on manque de lits, dans le privé on licencie par centaines de milliers dans toute l'Europe... Mais ils savent aussi que pour ré-



pondre, il faudra une mobilisation d'ampleur, qui se propage hors de Rennes 2, au-delà de Rennes et même des seules universités. C'est l'austérité pour la jeunesse et les travailleurs, alors que les milliards de profit pleuvent pour le CAC40 et que les budgets militaires augmentent. Voilà le seul monde que nous promettent les capitalistes et les gouvernements à leur service : la férocité contre les pauvres, la servilité face aux grands patrons. Le NPA Jeunes Révolutionnaires a initié un appel avec d'autres organisations de jeunesse pour une mobilisation nationale le 11 février. Une mobilisation de jeunesse pourrait peser sur la situation d'ensemble et s'adresser aux autres secteurs soumis à l'austérité : saisissons-nous des premières journées de mobilisation et renforçons les embryons de mobilisation partout ailleurs !

CORRESPONDANTS • 04/02/2025

Mobilisation lycéenne en Algérie

C'est sur TikTok que les lycéens se sont donné le mot pour faire grève à partir du lundi 20 janvier. Le mouvement s'est poursuivi pendant toute la semaine et s'est généralisé à travers plusieurs villes du pays.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Harassés par un emploi du temps surchargé et confrontés au mépris des directeurs d'établissements qui ne prennent pas au sérieux leur demande d'allègement des programmes, les lycéens ont choisi la grève et les manifestations pour mieux se faire entendre. Ils ont fait irruption avec leurs cortèges dans plusieurs villes du pays pour revendiquer l'allègement des programmes scolaires et fustiger la gestion hasardeuse de leur secteur par des responsables « gérontocrates » en déphasage avec les aspirations de la jeunesse.

L'ÉTENDUE DU MOUVEMENT

Le mot d'ordre de grève a vite fait le tour du pays, suivi par les lycéens de différentes villes, d'Alger, Tizi Ouzou au centre, Oran à l'ouest et Constantine à l'est. En première ligne : les lycées des centres-villes et des classes terminales, sous pression pour décrocher leur bac.

Les manifestations ont réuni des centaines de lycéens dans chaque ville, qui ont entonné des chants des stades et du Hiraq, exprimant ainsi un mécontentement plus global qui dépasse leurs préoccupations premières liées à l'école et aux programmes. Elles ont de fait revêtu un caractère politique en bravant l'interdiction de manifester instaurée par le pouvoir depuis la fin du Hiraq. Si, cette fois-ci, il n'a pas eu recours à la répression comme à l'habitude, il a néanmoins actionné certains relais pour dénigrer le mouvement.

TIR DE BARRAGE CONTRE LES GRÉVISTES

C'est d'abord l'association nationale de parents d'élèves qui est sortie de sa léthargie pour s'attaquer à ce mouvement qui serait « manipulé ». Une accusation sans fondement reprise malheureusement par certains syndicats autonomes des enseignants qui s'érigent en tuteurs pour appeler les élèves à reprendre les bancs de l'école ; enfin, le ministère de l'Éducation multiplie les appels aux parents pour qu'ils dissuadent leurs enfants de faire grève, allant jusqu'à leur envoyer à tous un SMS. Face aux calomnies et aux manœuvres, les lycéens n'ont pas abdicqué, ils ont poursuivi leur mouvement durant une semaine.

LES LYCÉENS RÉSISTENT ET MONTRENT LA VOIE

Les lycéens ont obtenu pour le moment une promesse d'allègement des programmes. C'est le ministre de l'Éducation qui l'a annoncée. D'autres problèmes persistent, liés à la surcharge des classes dans certaines villes, ou d'ordre pédagogique. Ils ont le mérite de les soulever et de montrer que seule la mobilisation pourra faire avancer ces questions. Leur mouvement peut donner des idées à d'autres, et les enseignants de l'éducation se préparent déjà à deux journées de mobilisation les 10 et 11 février, pour revendiquer un meilleur statut et des augmentations salariales pour faire face à l'inflation galopante.

CORRESPONDANT • 02/02/2025

LES 15 ET 16 MARS 2025 : WEEK-END NATIONAL DE FORMATION DU NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES !

Retour de Trump à la Maison-Blanche, poursuite de la colonisation en Palestine, procès Pelicot : d'un bout à l'autre du globe, le capitalisme nous démontre une nouvelle fois l'ampleur de son échec ! Face aux politiques guerrières et dévastatrices qui ne profitent qu'à la classe dominante, le NPA jeunes révolutionnaires se bat pour renverser ce monde capitaliste et enfin créer une société nouvelle : une société communiste ! Contre la bourgeoisie qui s'organise à l'échelle mondiale, viens discuter et t'armer d'idées internationalistes au week-end de formation du NPA jeunes révolutionnaires les 15 et 16 mars prochain en région parisienne !

Les capitalistes sèment guerre et exploitation, renversons-les !

WEEK-END DE FORMATION

DU NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES

15 & 16 mars

message privé pour s'inscrire

DE PARIS

[@npajeunes_revo](#)

Pour t'inscrire, envoie un mail à :

BSJ.NPA@GMAIL.COM

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**